

Des milliards d'euros d'investissements dans la région... et après ?

Hauts-de-France. 45 milliards d'euros pour Softbank, 8 milliards pour Nebius...

Des investissements records ont été annoncés dans les Hauts-de-France la semaine dernière. Il s'agit maintenant que ces montants hors normes puissent bénéficier au territoire.



Valérie Sauvage
Journaliste

vsauvage@levedunord.fr

Quarante-cinq milliards d'euros d'investissement annoncés en une seule fois, c'est inédit dans les Hauts-de-France. Le projet du géant japonais Softbank, qui prévoit la mise en service de trois centres de données géants dans la région d'ici à 2031 (Dunkerque, Bouchain, Le Bosquet), a été dévoilé la semaine dernière dans le cadre du sommet Choise France. Quarante-cinq milliards d'euros, c'est à peu près six fois le prix du canal Seine-Nord Europe, un ouvrage de 107 kilomètres de long et de 54 mètres de large...

8 milliards

C'est le montant annoncé de l'investissement de Nebius sur l'ancienne friche Bridgestone à Béthune.

L'an dernier, déjà, l'annonce du fonds d'investissement canadien Brookfield pour un data center géant à e-Valley (Cambrai-Epinoy) avait atteint la barre symbolique des 10 milliards d'euros. Le budget a été revu à la hausse puisqu'il est aujourd'hui question d'un montant global de 30 milliards d'euros. Également annoncé la semaine dernière, le projet de data center du néerlandais Nebius, avec 8 milliards d'euros investis sur l'ancienne friche Bridgestone à Béthune...

La précédente salve de grandes annonces dans les Hauts-de-France remonte à celle des usines de fabrication de batteries pour véhicules électriques. 2021-2022-2023. « C'est ce que nous appelons les « trois Glorieuses » ! », sourit Yann Pitollet, directeur général de Nord France Invest, l'agence de promotion économique des Hauts-de-France. Les montants d'investissements, souvent revus à la hausse depuis, donnaient déjà le ton à l'époque. « Avec la mondialisation, on avait un peu oublié ce qu'était un investissement industriel, un investissement de très long terme... », glisse Thibaut Jolteau, professeur à l'EDHEC, qui oriente notamment ses travaux sur les gigafactories du Nord de la France. AESC (Lambres-lez-Douai), Verkor (Dunkerque), ProLogium (Dunkerque), ACC (Billy-Berclau/Douvrin)... Pour chacune de ces implantations, il faut compter entre 2 et 5 milliards d'euros.

Colossales recettes fiscales

« Avant, quand on avait un projet à 100 ou 200 millions d'euros, c'était déjà quelque chose de très consistant. Avec les gigafactories, on a commencé à avoir des montants de 500 millions d'euros, 1 milliard d'euros... et même davantage, confie Yann Pitollet. Avec les supercalculateurs, on passe un autre cap et ça se chiffre en dizaines de milliards d'euros. Sur le sujet de l'intelligence artificielle, c'est ça, l'ordre de grandeur. » D'autant qu'un acteur comme Softbank a opté pour la méthode du *Blitzscaling* (passage à l'échelle éclair) qui consiste à investir massivement pour privilégier la vitesse de croissance à l'efficacité économique afin de prendre très rapidement de l'avance sur ses

concurrents (lire p. 6). « Et tout ça, c'est de l'argent privé, sans subvention. Il y aura un accompagnement en ingénierie mais c'est tout, insiste Yann Pitollet. En termes de recettes fiscales, ce sera colossal. »

« Le risque, c'est d'avoir des cathédrales industrielles avec peu d'ancrage territorial »

Thibaut Jolteau
professeur à l'EDHEC

Mais attention, prévient Thibaut Jolteau, professeur à l'EDHEC, « les milliards d'euros investis ne garantissent pas automatiquement des retombées locales. Lors de son récent discours dans l'Allier, Emmanuel Macron a évoqué la méthode Notre-Dame, qui accompagne des projets ambitieux, qui se mettent en place rapidement... Mais le risque, c'est d'avoir des cathédrales industrielles avec peu d'ancrage territorial. » Softbank envisage pour l'instant 900 emplois sur l'ensemble de ses trois sites nordistes, Nebius évoque environ 120 personnes. « Il faut veiller à ce que les décisions stratégiques clés ne soient pas prises ailleurs pour conserver la souveraineté industrielle. Il est aussi nécessaire que la région s'applique à développer tout un écosystème avec de la main-d'œuvre, des compétences, des fournisseurs... tout en maîtrisant les coûts énergétiques. »

Bientôt les robots ?

Sur les gigafactories, « on n'y est pas encore, constate Thibaut Jolteau. C'est compliqué de créer une usine de toutes pièces. Et puis, même si Orano vient de poser sa première

pierre (1), l'écosystème prend un peu de temps à se mettre en place... » Yann Pitollet confirme : « Le contexte européen n'est pas simple. L'Industrial accelerator act (2) interroge les entreprises asiatiques notamment. Le marché n'est pas complètement au clair avec les technologies utilisées. On est dans une phase d'attente. » À l'échelle européenne, les projets d'usines de batteries sont nombreux. « Il va peut-être y avoir une sélection naturelle par la compétition après cette phase d'investissements massifs. Est-ce que tout le monde va survivre ? », s'interroge Thibaut Jolteau.

Gigafactories, data centers... Le directeur de Nord France Invest pense aussi au coup d'après. « Quand j'étais avec Masayoshi Son (NDLR Le fondateur et PDG de Softbank) et Xavier Bertrand. On n'a parlé que de robots. Des robots humanoïdes ou pas. L'idée serait d'avoir une ou plusieurs usines qui en fabriquent. En réalité, l'intelligence artificielle ou la robotique, c'est une continuité. On n'implante pas des data centers juste pour avoir des data centers mais pour avoir le tissu industriel qui va bien pour fabriquer des robots autonomes, des véhicules autonomes ou des tracteurs autonomes. Ça participe au même mouvement. » ●

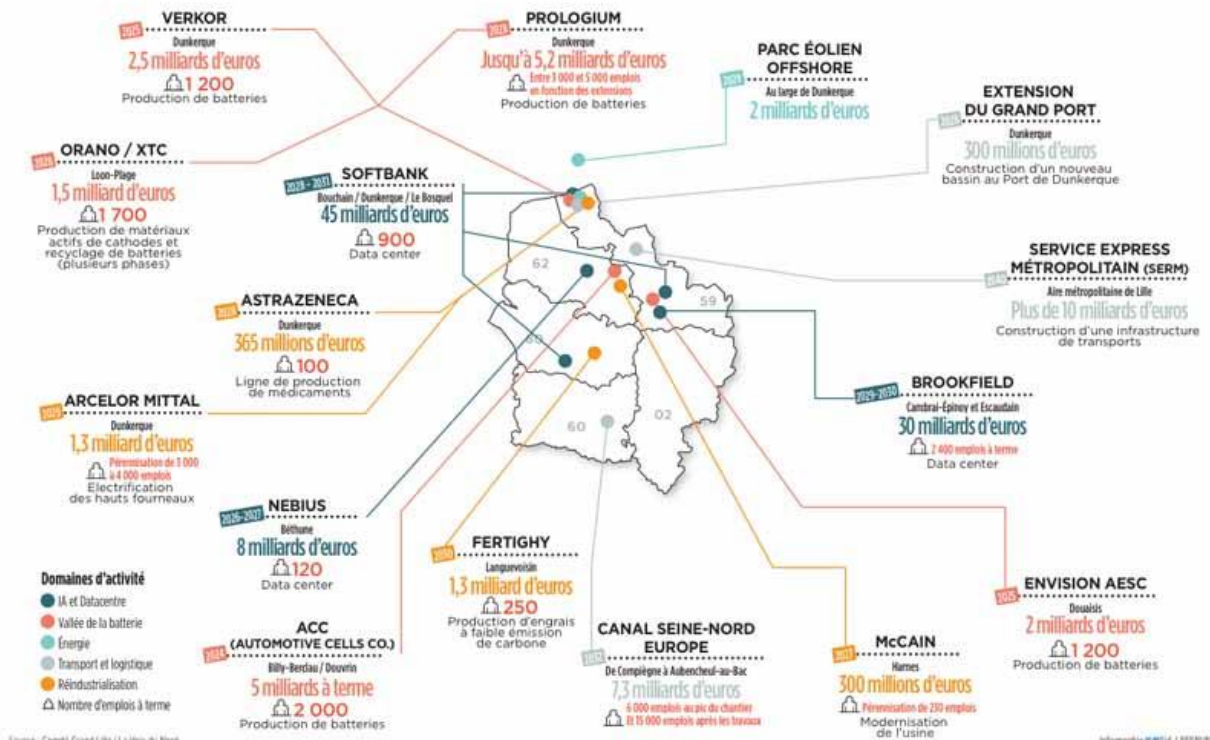
(1) XTC New Energy et Orano ont posé la première pierre de Neomat CAM, future usine de matériaux pour batteries à Dunkerque.

(2) L'Industrial accelerator act vise à soutenir les technologies « Made in Europe » et à accélérer la décarbonation industrielle.

900

C'est le nombre d'emplois annoncés par Softbank sur l'ensemble de ses trois futurs sites nordistes.

LES INVESTISSEMENTS LES PLUS IMPORTANTS EN COURS ET À VENIR DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



Questions à ...

« L'effet sur le territoire n'est pas mécaniquement lié au montant investi »



Sébastien Bourdin
Professeur de géographie économique et management environnemental à l'IESEG

Que vous inspirent les dernières annonces d'investissements dans la région ?

À mon sens, il faut veiller à ne pas mettre tous les milliards dans le même panier, parce qu'un milliard dans un data center, ce n'est pas un milliard dans une gigafactory, dans un canal ou dans la décarbonation d'une usine... Ça ne produit pas du tout les mêmes effets territoriaux. Les investissements annoncés dans les data centers vont créer relativement peu d'emplois directs. On ne parle pas d'une usine classique mais d'une infrastructure stratégique, énergétique et numérique. Par ailleurs, dans l'industrie, il y a trois temps : l'annonce poli-

tique, la décision finale de l'investissement et la réalité. Malheureusement, quand il y a la montée en production, on se rend parfois compte que ça ne se déroule pas comme prévu. Des projets sont aussi abandonnés comme Fluidstack (NDLR qui a renoncé à son projet de supercalculateur en Picardie pour 10 milliards d'euros).

Concrètement, que vont apporter ces investissements au territoire ?

Toutes les régions sont en compétition. Les Hauts-de-France ont gagné une première bataille, celle de l'attractivité. Maintenant, la question est de savoir comment elle va gagner la bataille de l'ancrage. Des

questions se posent aussi en matière de fiscalité, de consommation d'énergie, d'acceptabilité sociale... S'il faut se réjouir de ces annonces, quelle valeur territoriale vont-elles véritablement créer ? L'effet sur le territoire n'est pas mécaniquement lié au montant investi. Toute la question réside donc dans la capacité de la région à transformer ces milliards en écosystèmes qui vont créer de l'emploi local, de la formation... à attirer des activités productives, des bureaux d'études, de la maintenance, des formations, des sous-traitants...

Est-ce la voie à suivre ?

En sept ans, l'Europe va mettre au-

tant d'argent sur la table en termes de recherche et développement autour de l'IA qu'OpenAI en une seule année. C'est comme si l'Europe voulait créer une voiture électrique avec une autonomie de 100 km, alors que les États-Unis ou la Chine auraient déjà inventé une voiture électrique capable de parcourir 1 000 km. Est-ce que nous devons courir après un objectif qu'on ne pourra jamais atteindre parce qu'on aura toujours un peu de retard ? Ne devrait-on pas plutôt insister sur les industries très spécifiques sur lesquelles la région est en avance ? ● V. S.

Nebius va allumer le plus puissant data center dédié à l'IA en Europe

Béthune. Nebius entend devenir l'un des grands acteurs mondiaux des data centers dédiés à l'intelligence artificielle. Dans l'ancien site Bridgestone, à Béthune, l'entreprise néerlandaise va mettre progressivement en service l'installation la plus puissante du continent.



« Il y a une opportunité à Béthune de créer un écosystème local autour de notre infrastructure », insiste Tom Blackwell, porte-parole de Nebius.



Marc Grosclaude
Journaliste
mgrosclaude@lavoixdunord.fr

Souffle d'air chaud et puissant craché par de grandes armoires noires, vrombissement assourdissant des machines, constellations de petites lumières jaunes clignotant au rythme effréné des accès au réseau... Pas de doute, on est dans un data center. Mais pas dans un centre de données ordinaire.

On est là près de Paris, à Saint-Denis, dans un campus numérique appartenant à l'entreprise américaine Equinix, qui dispose en France de onze data centers. Dans l'un d'eux, PA10, la société néerlandaise Nebius loue un étage et a installé ses équipements. Pas n'importe lesquels. « C'est ici que sont les GPU », montre un cadre de Nebius.

Les GPU, ce sont ces processeurs informatiques particulièrement adaptés au traitement des données de l'intelligence artificielle. À Saint-Denis, Nebius a installé 4000 de ces puces qui dévorent l'électricité pour satisfaire l'appétit grandissant des entreprises et des particuliers pour l'IA. Un tout petit avant-goût de ce qu'il y aura à Béthune : en septembre, quand démarrera la première tranche de sa méga-usine à intelligence artificielle, « il y aura 26 000 GPU pour une puissance de 60 MW » ! Et d'ici à la fin de l'année prochaine, quand la totalité du data center aura été mise en service, elle fera chauffer plus de 100 000 GPU pour une puissance de 240 MW. « Ce sera le data center dédié à l'IA le plus puissant d'Europe », glisse-t-on chez Nebius.

Les travaux bien avancés
Ces composants, que l'on s'arrache dans le monde entier et dont le prix est explosé, Nebius arrive

pas avoir trop de mal à les trouver. « Nous sommes un partenaire stratégique de Nvidia », le leader incontesté du secteur, confie Tom Blackwell, le porte-parole de Nebius. Sur les 8 milliards que coûtera l'aménagement total du site de Béthune, 80 % iront aux équipements informatiques, en premier lieu dans l'achat de ces puces qui font vivre le cœur de l'intelligence artificielle. Le reste ira à la construction proprement dite.

Nebius revendique une technologie plus économe de 20 % par rapport aux centres de données comparables.

C'est en février que l'entreprise néerlandaise a officialisé son arrivée sur le site autrefois occupé par Bridgestone. « Les travaux sont bien avancés », souligne Emmanuel Vannier, le PDG d'Azur Datacenter, qui aménage le site. On n'en est déjà plus à la dalle en béton : « Nous installons les équipements de refroidissement », confirme-t-il. Car l'IA, c'est une stupéfiante mécanique qui digère des mégawatts et des requêtes, pour les transformer en réponses... et en calories. Nebius revendique une technologie plus économe de 20 % par rapport aux centres de données comparables. À Béthune, 80 % de ses puces seront refroidies par eau. La chaleur résiduelle ? À Paris, elle alimente une serre sur le toit du data center, où poussent tomates, poivrons et herbes aromatiques...

« Il faut être là où sont nos clients »

Des légumes qui poussent grâce à l'IA à Béthune ? « Nous essayons de trouver les moyens de réutiliser la chaleur. Par exemple, ce que nous avons fait en Finlande ou en Danie

« Cela donne une idée de notre rythme de croissance. Dans une industrie qui grandit, il faut être là où nos clients sont. Et la France est l'un des meilleurs pays pour cela. » Outre l'attrait de l'électricité nucléaire, « nous avons plusieurs critères pour choisir nos sites en Europe, aux États-Unis, en Asie. La disponibilité de terrains est un critère important » (et c'est la première fois que Nebius reconvertira une friche). « Nous aimons la France et nous pensons aussi qu'il y a une opportunité à Béthune de créer un écosystème local autour de notre infrastructure. » Un écosystème, cela se bâtit en attirant des entreprises, en fédérant des laboratoires universitaires... et en créant de l'emploi. Nebius envisage 120 postes sur place. « Il y a une grande compétition pour attirer les compétences. Ce n'est pas facile ! »

Ce qui semble plus aisé, c'est de trouver une utilisation à cette immense capacité de calcul. L'intelligence artificielle, note Harmeen Mehta, la directrice du numérique et de l'innovation d'Equinix, « c'est peut-être plus grand que ce qu'il s'est passé avec Internet et l'iPhone ! Cela change la façon dont les gens travaillent. Et pour la prochaine fois, la technologie parle le langage humain. » Une révolution dans laquelle, depuis Béthune, Nebius entend bien prendre une part importante. Demain, à San Francisco, l'entreprise prévoit d'annoncer un très gros contrat avec un client. De quoi donner de belles perspectives. Et, sans donner plus de détails, Nebius pourrait très bien, à Béthune, ne pas s'arrêter là... ●

120

C'est le nombre de postes que Nebius compte proposer sur son site de Béthune

Puissance, énergie, emplois, souveraineté : ces questions qui se posent

Experts. L'annonce de l'investissement de SoftBank, et les autres projets de data centers liés à l'intelligence artificielle dans la région, soulèvent des questions sur le besoin réel de ces capacités de calcul hors norme, l'impact énergétique et économique, mais aussi sur la dépendance de nos économies. Trois experts nous éclairent.



Caroline Chopinaud, la directrice générale de Hub France IA, Anthony Seifert, directeur des opérations du groupe informatique SIL, à Lille et Sylvain Lecomte, directeur de la recherche et de l'innovation à l'IMT Nord Europe.



Marc Grosclaude
Journaliste
mgrosclaude@lavoixdunord.fr

1 Un vrai besoin de puissance ?

Consacrer 45 milliards d'euros pour 3,5 gigawatts de puissance, comme le prévoit SoftBank dans la région, est-ce réaliste et nécessaire ? « Cela paraît irréaliste pour les investissements qu'on a l'habitude de voir en France. Par contre, si on compare à ce qui est fait en Chine aux États-Unis, cela reste petit », observe Anthony Seifert, directeur des opérations du groupe informatique SIL, à Lille. Pour Caroline Chopinaud, la directrice générale de Hub France IA (une association qui vise à accompagner l'adoption de l'intelligence artificielle et soutenir son déploiement en France et en Europe), « ces annonces viennent en complément de ce qui a déjà été annoncé à l'IA Summit en février 2025, sur des montants déjà assez importants. Cette recherche d'investisseurs étrangers permet de dynamiser les choses autour de l'infrastructure et de la puissance de calcul. » Pour Sylvain Lecomte, directeur de la recherche et de l'innovation à l'IMT Nord Europe, « il faut regarder ces mois ou un an en arrière : on parlait tous de

la révolution ChatGPT. Aujourd'hui, ChatGPT est à la traîne car Anthropic ou Mistral ont supplanté largement les solutions d'il y a un an. Bien malin qui peut prédire où l'on sera dans un an. La puissance, on en a de plus en plus besoin. Ce qui fait la qualité d'une IA c'est la quantité des données qu'elle est capable d'apprendre et ce besoin est grandissant. » Pour Anthony Seifert, il semble clair que les puissances annoncées ne sont pas exagérées. « 1 GW, cela me paraît le ticket minimum pour être crédible, pour avoir une alternative à ce que font les "hyperscalers" américains (les plus grandes entreprises capables de fournir la puissance de calcul nécessaire). » Car avec 100 ou 200 MW, on va retomber dans ce qui existe déjà... »

2 Bulle ou vrai business model ?

Qu'il y ait besoin de puissance, soit. Mais est-ce économiquement justifié ? « La limite du déploiement de ces datacenters sera le coût de l'IA, au travers de ces infrastructures qui coûtent de plus en plus cher », insiste Sylvain Lecomte. Or aujourd'hui, on ne paie pas le vrai prix de l'IA. Pour Anthony Seifert, le marché est là et justifie ces puissances colossales. « Nous en sommes au début de l'usage de l'IA. Cela va encore s'accroître. On va créer dans nos métiers

une réelle dépendance. Et une fois qu'on est dépendant, on est prêt à passer à la caisse ! Les budgets vont couler à flots, on n'aura pas le choix. Je le vois dans mon secteur : depuis quelques mois, on peut produire du logiciel à 90 voire 100 % avec de l'IA. Si cela permet de développer un logiciel là où il fallait une équipe de cent personnes pendant un à trois ans, les budgets, on va les trouver... »

3 Un accès suffisant à l'énergie ?

Aura-t-on assez de courant pour alimenter ces immenses datacenters, alors que l'État pousse à l'électrification ? « Depuis un an, note Sylvain Lecomte, RTE a mis en place un dispositif, les fast track, qui propose des possibilités de connexion rapide avec des garanties d'énergie décarbonée. En choisissant ces sites, l'accès à l'énergie ne devrait pas poser de grandes difficultés. » Vient aussi la question de la ressource, avec la mise en avant du nucléaire et des renouvelables. « Développer ces puissances de calcul en France au plus près de l'énergie verte, c'est ce qui attire les entreprises parce qu'il y a une vraie prise de conscience sur l'impact environnemental de l'IA. J'ose espérer que ces déploiements sont alignés avec un plan permettant d'accéder à cette énergie », souligne Caroline Chopinaud. Lecomte estime que « une

bonne occasion de valoriser notre énergie décarbonée. » Pour lui, « un des gros intérêts des datacenters, c'est que certes ils ont une forte consommation, mais elle est relativement constante. On n'est pas face à des pics auxquels les centrales nucléaires ont du mal à répondre. »

« Une fois le data center en place, surtout s'il est géré par un groupe international, tout peut se faire hors de France »

Au-delà de cet aspect, insiste le directeur de la recherche et de l'innovation de l'IMT Nord Europe, « je suis un peu plus soucieux sur les questions de consommation des data centers en eau (nécessaire à leur refroidissement). Nous sommes sortis d'une période de sécheresse, nos agriculteurs ont des besoins, nos villes ont des besoins, nos data centers auront des besoins... Cela mérite, au moins, de poser la question. »

4 Quel impact sur l'emploi ?

Ces data centers créeront-ils de l'emploi ? « Il y a toute la phase de construction du data center : ce sont des structures extrêmement imposantes, avec par exemple les problématiques de refroidissement qui mettent en jeu

de nombreux métiers », détaille Sylvain Lecomte. « Il y a aussi la maintenance informatique, la sécurité... Mais une fois en service, l'impact sur l'emploi n'est pas très important. » Et Anthony Seifert de confirmer : « Une fois le data center en place, surtout s'il est géré par un groupe international, tout peut se faire hors de France et la présence sur le terrain est plus de l'ordre de quelques centaines d'emplois plutôt que des milliers. »

5 La souveraineté en question

« Nos entreprises européennes ont jusqu'à présent utilisé des clouds étrangers parce qu'elles n'avaient que ça sous la main », constate Caroline Chopinaud. Il est donc utile d'avoir en Europe ce genre d'infrastructures. Ces data centers garantiront-ils notre souveraineté des données ? « Dans l'idéal il faut un stockage sur le sol français par une entreprise française avec une IA française. » Un monde idéal. Pour Anthony Seifert, « il est hors de question chez certains de nos clients que l'on utilise de l'IA venant des hyperscalers américains. Donc, oui, avoir ces implantations est quelque chose de positif. Quelles garanties nous seront offertes sur le non-usage de ces données en dehors de l'Union européenne ? Pour l'instant on n'en voit rien. »

Choose France : la région remporte la bataille des (dizaines) de milliards

Data centers. Le sommet Choose France, grand-messe créée par Emmanuel Macron, se tient aujourd'hui à Versailles. Le président y annonce les grands investissements étrangers. Cette année, les Hauts-de-France raflent le pactole, avec notamment 45 milliards de SoftBank.



Jean-François Soleri

Journaliste

region@lavoixdunord.fr

Les premières discussions avec SoftBank remontent à début avril. Il y a deux mois à peine, nous a confié Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France. Elles font suite à un voyage officiel d'Emmanuel Macron à Tokyo, où le président a rencontré Masayoshi Son, 68 ans, fondateur de SoftBank Group et deuxième fortune du Japon.

Deux mois ont suffi pour convaincre l'un des plus gros investisseurs mondiaux de la tech, qui possède 11 % du capital d'OpenAI, d'investir 45 milliards d'euros dans les Hauts-de-France d'ici à 2031, sur trois sites. C'est la cerise sur le gâteau pour Choose France 2026, le plus gros montant annoncé depuis le lancement de l'événement en 2018 et une très grosse réussite pour les Hauts-de-France, qui ont su mettre en avant leur réserve foncière, leur énergie décarbonée et leur capacité « à jouer en équipe. C'est l'une des clés du succès », assure Xavier Bertrand. La procédure dite *fast track*, proposée par RTE pour le raccordement

d'installations de consommation de forte puissance, a également beaucoup pesé.

Trois sites

L'histoire va donc s'écrire du côté de Bouchain (entre Cambrai et Valenciennes), de Dunkerque et de Bosquel (Somme). « *Nous ne découvrons pas ces sites*, explique toutefois Sumer Jujena, associé gérant de SoftBank Vision Fund. *Nous avons parlé à des gens à l'Élysée, à des spécialistes des infrastructures, à des fournisseurs de data centers en France. Mais c'est quelque chose d'unique ce que nous avons accompli en deux mois. Tout le monde dit que la France ne va pas vite, je ne l'ai pas senti* », plaisante l'investisseur.

15 milliards par gigawatt

Concrètement, Bosquel devrait ouvrir en premier. RTE s'est engagé à connecter le site d'ici à fin 2028, début 2029. « *C'est un site à 1 GW et nous sommes assez confiants, RTE l'est également, sur le fait de pouvoir monter à 1,4 GW* », poursuit Sumer Jujena. Le site de Dunkerque, à Loon-Plage, devrait atteindre, progressivement, une capacité de 1,3 GW. Soit, avec Bouchain, 3,1 GW financés à hauteur de 45 milliards d'euros d'ici à 2031. À terme, l'investissement pourrait grimper à 75 milliards pour

5 GW, soit une capacité supérieure à celle de la France aujourd'hui. Pour bien comprendre l'ampleur du projet, la centrale de Gravelines possède six réacteurs qui ont chacun une capacité de 900 MW.

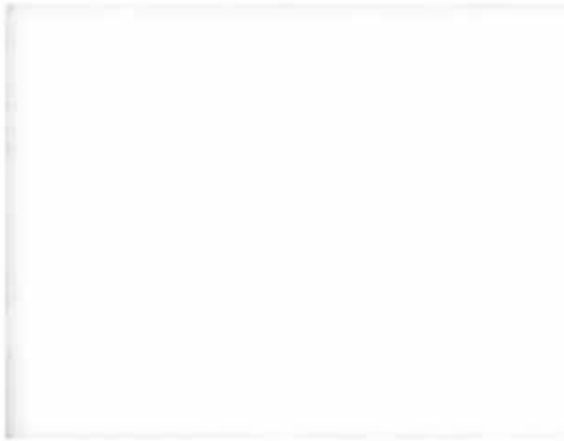
Le projet implique 8 600 emplois liés à la construction, 900 emplois opérationnels et 350 emplois dans le pôle industriel avec Schneider. Car SoftBank va s'associer avec le Français pour construire ces data centers. « Notre spécialisation dans l'énergie,

c'est d'apporter toutes les briques nécessaires quand il s'agit d'électrifier, d'automatiser ou de digitaliser. Et ces briques technologiques sont essentielles dans le monde des data centers », précise Aymeric Renaud, président de Schneider Electric France. Pour l'occasion, le géant français va installer « une préfab factory qui se situera à Dunkerque et qui permettra d'alimenter les data centers. »

Formation, campus emploi, accès favorisé pour les entreprises régio-

nales et les universités et écoles, souveraineté : la Région a imposé ses conditions à SoftBank lors des négociations, afin de s'assurer des retombées concrètes. Xavier Bertrand voit plus loin et lorgne les expertises en termes de robotique. « Ce serait la première implantation en Europe. C'est toujours la logique, prendre un temps d'avance. » ●

Huit milliards d'euros pour l'ancien site Bridgestone à Béthune



C'était le 30 avril 2021. Ce jour-là, le tourniquet libérait pour la dernière fois les employés de Bridgestone à Béthune. L'usine s'arrêtait pour de bon, sept mois après le coup de massue de l'État sur la fermeture, laissant 3 000 collaborateurs

sans emploi. En 2018, elle produisait jusqu'à 18 000 pneus par jour. La friche est désormais sur le point de reprendre vie, grâce à un investissement de 8 milliards d'euros d'un acteur néerlandais du cloud IA, Nebius. Le siège de l'entreprise

se situe à Amsterdam. Cotée au Nasdaq, Nebius fournit des centres de données, des GPU (puces électroniques) et du cloud. Selon nos informations, Nebius souhaite reconverter la friche et en faire « un site majeur de calcul en Europe, reposant sur un modèle intégré allant de l'infrastructure aux services de cloud computing. » La capacité serait de 240 MW, avec une mise en route dès 2026 et une montée en puissance en 2027. Cent vingt personnes devraient travailler à terme à Béthune et le site sera équipé d'une académie assurant la formation en technologie et en intelligence artificielle. ● J.-F. S.

Avec les 35 milliards de SoftBank, Dunkerque se taille la part du lion

Quelques heures après l'annonce du groupe japonais SoftBank, Patrice Vergriete, maire de Dunkerque et président de la communauté urbaine, évoque l'impact bénéfique de cette décision pour le territoire.

« C'est tout simplement colossal. C'est le plus gros investissement industriel de l'histoire du territoire c'est le double des engagements financiers pour les EPR2 (les réacteurs nucléaires de nouvelle génération qui seront construits à Gravelines à côté de la centrale actuelle). SoftBank, l'un des premiers investisseurs mondiaux dans le domaine, est notamment actionnaire d'Intel, OpenAI, TikTok... »

Les arrivées prochaines du data center et de l'usine de production de modules de Schneider Electric permettent également au territoire industriel de poursuivre sa diversification.

« C'est un réel avantage car nous ne serons pas dépendants d'un seul

secteur d'activité comme cela a pu être le cas par le passé (...) Cette nouvelle implantation va permettre de nourrir l'écosystème industriel local dans ce sens qu'elle va créer de la chaleur décarbonée qui ne sera pas perdue. D'autres industries pourront se nourrir de cette chaleur du data center. » « Et ce n'est pas fini, assure Patrice Vergriete. Les prochaines semaines pourraient apporter d'autres bonnes nouvelles. » ● **Bruno Verheyde**



Implantation des centres de données en 2024

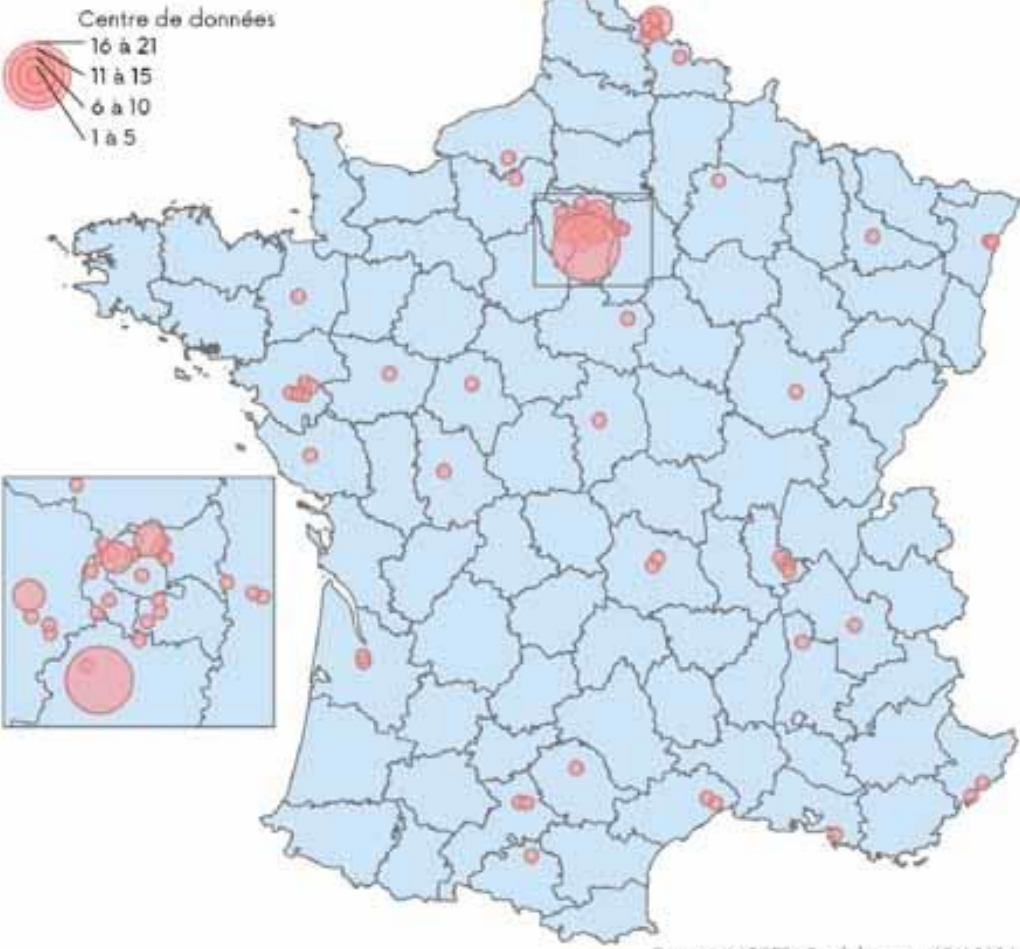


Figure 2 - Implantation des centres de données en France en 2024